

sés à faire les concessions nécessaires pour résoudre les problèmes internes et bilatéraux. Entretemps, les pays du groupe de Contadora ne doivent pas céder au découragement; il leur faut poursuivre leurs efforts de façon à disposer d'une proposition bien au point lorsque l'occasion se présentera.

Ceux d'entre nous qui ne sont pas chargés de formuler des politiques devront s'efforcer d'être le plus exhaustifs, objectifs et honnêtes possible dans les recherches et les évaluations qu'ils effectueront sur la région. Nous serons peut-être obligés de modérer notre discours et de nous opposer à nos alliés aussi bien qu'à nos adversaires de toujours; autrement, nous devons bien reconnaître la superficialité consciente de nos analyses et de nos solutions.

Gerald Weiner

Je puis dire que j'ai consacré toute ma vie à créer chez nous un monde meilleur; mais que valent de tels efforts si dans d'autres parties du monde on bafoue les droits de la personne? J'ai étudié attentivement les préoccupations de M. Clark à cet égard, qu'il s'agisse de l'Union soviétique ou de l'Afrique du Sud, ou, maintenant, de l'Amérique centrale. Un électeur m'a écrit cette semaine en me posant la question suivante: "Pourquoi ne pas exercer sur le Guatemala des pressions semblables à celles que nous faisons subir à l'Afrique du Sud?" "Je dois réfléchir davantage avant de répondre, mais, quoi qu'il en soit, le problème des droits de la personne nous tient à coeur, et l'Amérique Centrale est une région où il nous faudra déployer une grande activité.

Nous avons soutenu un certain nombre d'initiatives en Amérique Centrale. Pendant un moment, le groupe de Contadora a semblé stagner dans l'impasse, mais il s'affaire actuellement à rédiger une deuxième ébauche de traité. Nous entendons parler des divers conflits bilatéraux opposant le Nicaragua au Honduras, le Costa Rica au Nicaragua, et les États-Unis au Nicaragua, et ces conflits sont graves. Quelle est donc la position du Canada? Eh bien! il appuie fortement le groupe de Contadora. Nous avons indiqué aux États-Unis et à tous ceux qui veulent nous entendre qu'à nos yeux, aucune tierce partie n'a le droit d'intervenir dans la région. Nous savons parfaitement que la pauvreté ainsi que la dégradation des structures socio-économiques et de la qualité de la vie constituent les vrais problèmes de l'Amérique latine; c'est pourquoi nous avons multiplié les efforts pour accroître notre aide à tous les pays de la région. Nous continuons de penser que le processus de Contadora